

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 36/2017** | **Le 6 juillet 2017** |

**L’Europe doit s’efforcer de dégager une vision commune tout en cherchant des moyens d’aller de l’avant**

**À l’heure où elle décide de son avenir, l’Union européenne devrait s’efforcer de dégager une vision commune, à l’instar de celle qui a inspiré les pères fondateurs et qui a marqué chacune de ses avancées majeures à ce jour, a déclaré ce mercredi le Comité économique et social européen (CESE).**

Dans sa **résolution** sur le [Livre blanc de la Commission sur l’avenir de l’Europe](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/livre_blanc_sur_lavenir_de_leurope_fr.pdf), qui présente les cinq scénarios possibles de l’évolution de l’UE à partir d’aujourd’hui jusqu’à 2025, le CESE indique qu’il ne considère pas que choisir entre les scénarios proposés permette de dégager cette vision commune, ni qu’une telle approche offre un moyen efficace pour définir la voie à suivre par l’Europe.

Le Comité suggère à la Commission de rechercher plutôt des solutions dans les soixante années d’existence de l’UE.

«L’Europe ne part pas de rien. Par conséquent, la Commission devrait faire reposer ses propositions sur une analyse approfondie de l’histoire de l’Union – avec ses réussites et ses faiblesses –, qui constitue une source précieuse pour préparer l’avenir», souligne le CESE dans la résolution, ajoutant que les engagements pris par les États membres dans la [déclaration de Rome](http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2017/03/25-rome-declaration/) constituent un “point de départ positif et salutaire”».

La résolution, adoptée lors de la session plénière du CESE de juillet, fait suite à une demande formulée par **Jean‑Claude Juncker**, président de la Commission, qui, en avril dernier, avait invité le CESE à collecter les points de vue des organisations de la société civile de l’UE sur le développement futur de l’Europe. Cette résolution est la première contribution du CESE à l’actuel débat public paneuropéen sur l’avenir de l’Europe. Le CESE a également organisé des débats nationaux avec les représentants de la société civile dans 27 États membres. Leurs conclusions seront prises en compte dans un avis sur ce thème qui sera élaboré avant la fin de cette année.

La résolution insiste sur une **vision commune de l’avenir**, indispensable si l’Europe veut aller de l’avant. Il faut que cesse le fameux «C’est la faute à Bruxelles!», dont on a tant usé par le passé et dont on use encore, conclut le CESE, en appelant de ses vœux un engagement commun de la part des institutions européennes et d’un large éventail d’acteurs, au nombre desquels les partenaires sociaux et les organisations de la société civile.

Le Comité affirme que l’UE a besoin de stratégies globales et d’une approche cohérente pour son avenir, de manière à accorder une attention particulière aux résultats tangibles et à renforcer la confiance des citoyens. Il souligne la nécessité d’inscrire une mission commune et des thématiques stratégiques dans une perspective partagée pour éviter les risques d’une «Europe à la carte ou de tendances centrifuges».

Le CESE fait valoir qu’un meilleur partage du pouvoir politique dans tous les domaines – qui dépend principalement de la volonté politique – doit s’imposer comme la question centrale d’un authentique débat concernant l’avenir. À cette fin, la distinction traditionnelle entre le niveau national et le niveau européen devrait disparaître et une citoyenneté européenne devrait être reconnue aux côtés de la citoyenneté nationale.

Le CESE admet toutefois que des mécanismes favorisant une intégration différenciée, tels que la coopération renforcée entre certains États membres dans des domaines particuliers, pourraient constituer un instrument utile pour surmonter les blocages ou insuffler une dynamique positive dans le processus d’intégration de l’Union. Il souligne cependant la «nécessité de promouvoir la convergence au sein de l’Union et de lutter contre la fragmentation et la division», qu’il considère comme un élément essentiel pour préserver l’intégration européenne.

Le CESE propose que le Parlement européen joue un rôle central dans la définition de la future orientation de l’Europe, avec l’aide des parlements nationaux. Il plaide en faveur d’une intégration plus approfondie, d’une avancée progressive vers une union politique dotée d’une dimension sociale affirmée, d’un approfondissement de l’Union économique et monétaire et d’une gouvernance plus cohérente.

Il appelle également à l’encouragement d’une convergence sociale ascendante, à une union de l’énergie dotée de la gouvernance idoine, à un marché unique numérique et à un cadre législatif pour lutter contre le changement climatique, tout en soulignant la nécessité de traiter les questions sociales et d’éducation d’une manière beaucoup plus systématique dans toute l’Union.

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter:**

Laura Lui - EESC Press Unit

Courrier électronique: [press@eesc.europa.eu](mailto:press@eesc.europa.euT)

Tel: +32 2 546 9189

[VIDEO: How has the EESC made a difference](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.videos.41081)

Twitter: **@EESC\_PRESS**

*Le Comité économique et social européen est un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Il compte 350 membres venus de l’Europe entière, qui sont nommés par le Conseil. Il assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

Si vous ne souhaitez plus recevoir de notifications, veuillez nous envoyer un courriel à l’adresse suivante: [press@eesc.europa.eu](mailto:press@eesc.europa.eu)